DIAL 3576

# EL SALVADOR - Bukele renforce son pouvoir à la tête du pays malgré critiques et accusations

Carmen Rodriguez

samedi 10 avril 2021, mis en ligne par Dial

*La victoire du parti du président Nayib Bukele aux élections législatives du 28 février renforce les craintes des personnes qui dénoncent le durcissement autoritaire du gouvernement. Cet article de Carmen Rodríguez, journaliste à San Salvador et spécialiste des questions de sécurité, de justice, des migrations et des relations internationales au Salvador a été publié par le Programme des Amériques le 12 mars 2021.*

---

Le dimanche 28 février, un peu plus de la moitié de l'électorat du Salvador s'est présentée aux urnes pour les élections législatives et municipales, et a choisi de donner davantage de pouvoir à Nayib Bukele en lui accordant la majorité qualifiée à l'Assemblée législative.

Selon un premier dépouillement, son parti, Nuevas Ideas (NI), comptera 56 députés, ce qui lui évitera d'avoir à conclure des alliances pour obtenir l'approbation des initiatives du président. Il pourrait aussi désigner des magistrats auprès de la Cour suprême et de la Cour des comptes, en plus du Procureur général et du Procureur des droits humains.

Bukele est le président le plus jeune de l'histoire politique salvadorienne mais, après moins de deux années au pouvoir, il est fortement critiqué pour sa gestion et accusé d'atteintes aux droits humains, à la liberté de la presse et à la démocratie nationale. Le 9 janvier 2020, il a occupé l'Assemblée législative avec des soldats afin de faire pression sur les députés pour qu'ils lui consentent un prêt de plusieurs millions. Par ailleurs, journalistes, activistes et défenseurs des droits humains l'ont accusé d'encourager les attaques contre la liberté d'expression.

D'autre part, Bukele fait face à une plainte déposée auprès de la Cour centraméricaine de justice pour atteinte à l'État de droit constitutionnel et démocratique, plainte émanant de Napoleón Campos, ancien diplomate et avocat salvadorien, qui considère que le président « d'une manière graduelle et progressive a mis la démocratie au Salvador en situation de vulnérabilité et de danger ».

Le discours tenu par Bukele dès avant qu'il accède à la présidence entraîne le pays dans un renforcement de la polarisation que l'on observe depuis quelques années. Son parti NI et les candidats de ce dernier ont réussi ce qu'aucun autre parti n'avait réussi en une seule élection : obtenir la majorité qualifiée à l'Assemblée législative et, par voie de conséquence, la possibilité de désigner des magistrats auprès de la Cour suprême et du Tribunal suprême électoral, et même le Procureur général.

« Les électeurs ont opté pour un profil clairement autoritaire et autocrate en lui donnant [à Bukele] un pouvoir quasi absolu. Le prochain organe de l'État à tomber sera l'autorité judiciaire, qui affichait déjà beaucoup de prudence et de crainte face à l'exécutif, même avant qu'il prenne le contrôle de l'Assemblée législative.

À quelques exceptions près, le ministère public comme l'autorité judiciaire conserveront un profil encore plus effacé et permissif que celui qu'ils ont adopté jusqu'à présent, attendant simplement que le parti officiel désigne des fonctionnaires de second rang totalement fidèles à la figure présidentielle. » Ces propos ont été tenus par Celia Medrano, journaliste, militante des droits humains et candidate au Secrétariat de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Selon le professeur Alfredo Cantarero, de l'Université Francisco Gavidia, le résultat des élections législatives et municipales du 28 février est à la fois une sanction pour la droite, la gauche et les partis minoritaires, qui se sont éloignés de leurs électeurs durant les 30 ans où ils ont alterné au pouvoir, et un remerciement adressé à Bukele, qui a promis par médias interposés d'en finir avec « les mêmes de toujours ».

« Pendant les quatre administrations de l'ARENA et les deux du FMLN, à chaque instant, les gens ont entretenu l'espoir d'être reconnus et favorisés par les deux partis ; mais les nombreuses actions menées n'ont fait que remplir les poches des fonctionnaires en poste et des groupes qu'ils représentent. Les citoyens leur ont servi d'excuse pour s'emparer du pouvoir octroyé par la voie électorale », a déclaré Cantarero à la radio universitaire.

La préoccupation des défenseurs des droits humains et des membres d'organisations de la société civile tient à ce que Bukele, avant même son arrivée à la présidence, a fait montre d'un certain autoritarisme et a centré son discours sur l'affaiblissement des institutions de l'État, pour déroger aux contrôles et à la règle de transparence. Ces secteurs avertissent que les institutions étatiques qui vont désormais passer sous la coupe du président, vont annuler et réduire au silence toute tentative de critique, d'opposition, de remise en question ou de contrôle.

Selon Medrano, « avec la mise au pas d'une démocratie institutionnelle déjà affaiblie et l'emploi de vieilles pratiques populistes, on ne peut espérer autre chose que la fin de toute manifestation critique ou d'opposition. Ceux qui continueront d'émettre des critiques peuvent s'attendre à des réactions coercitives et des pressions. Ils seront les premiers à pâtir de la consolidation d'une structure étatique liée à un pouvoir unique et sans contrepoids. »

Les députés dont disposeront Bukele et ses alliés ont évoqué l'idée d'engager une réforme de la constitution salvadorienne qui permette leur réélection. Dans la prochaine Assemblée législative qui entrera en fonction le 1er mai, il suffira du vote de 79 alliés du président pour que cette réforme puisse passer. Et, de fait, en novembre dernier, le gouvernement a nommé une commission spéciale, avec à sa tête le vice-président Félix Ulloa, chargée de mener des consultations sur ce projet de réforme.

« Une fois passée la période d'euphorie, on se souviendra du 28 de février 2021 comme du jour où la "démocratie" a tué la Démocratie au Salvador. Par les voies démocratiques, un pouvoir autoritaire perclus de vieilles pratiques et de vieux acteurs parvient à donner de lui une image nouvelle », a déclaré Medrano au Programme des Amériques.

## Le rejet de Washington

Durant la première année de gouvernement de Bukele, y compris lorsqu'il a demandé à l'armée de s'emparer de l'Assemblée législative, les États-Unis sont restés indifférents à la situation du Salvador. Le président Donald Trump a fermé les yeux sur les fortes critiques exprimées et sur les accusations d'atteintes à l'État de droit, aux droits humains et à la liberté.

En fait, Trump et Bukele ont beaucoup de choses en commun : on constate que Nayib a suivi au pied de la lettre le schéma directeur utilisé par Trump aux États-Unis. Il a encouragé une insurrection qui ne s'est pas réalisée. Lorsqu'il a militarisé l'Assemblée, il a demandé à ses bases d'être prêtes et, en cas de besoin, d'expulser les députés de l'enceinte.

Comme Trump, Bukele encourage les attaques contre la presse non officielle en plus de la discréditer. On

n’avait jamais vu autant d’attaques à l’encontre de journalistes [1] et de médias depuis la guerre ; en outre, il fait face à des critiques et des accusations de mépris pour la loi et les institutions du pays. Sa famille travaille pour le cabinet du gouvernement, cache des informations d’intérêt public et diffuse des rumeurs de fraude électorale.

« On observe des points communs entre l’ex-président Donald Trump et la gestion actuelle du président du Salvador sous au moins cinq aspects : l’utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des messages haineux, le recours à la haine comme outil électoral prosélyte, une position négationniste sur l’histoire et les raisons pour lesquelles les lois sont pensées de telle manière, l’ignorance qui conduit à railler ou attaquer d’autres organes de l’État », explique Medrano.

Quelques jours avant les élections, la haine alimentée par Bukele depuis son arrivée à la présidence a provoqué une attaque armée contre des militants du parti de gauche perpétrée par deux membres de l’escorte privée de l’un de ses ministres. Et comme Trump qui n’a jamais condamné les crimes xénophobes à caractère raciste, Bukele n’a pas non plus condamné l’assassinat de deux vieux militants du FMLN. Gloria Rogel de López et Juan de Dios Portillo Tejada sont ainsi tombés sur la voie publique le 31 janvier dernier.

De fait, le président salvadorien – comme l’a fait Trump avec les crimes raciaux – a justifié l’agression en assurant qu’elle avait été provoquée par le parti de gauche lui-même. Les trois membres de l’escorte du ministre de la santé ont été arrêtés et, selon le parquet, les preuves balistiques ont montré que l’un d’eux a assassiné les militants du parti.

Une semaine après les faits, le jeudi 4 février, le bruit a couru dans la communauté salvadorienne de Washington que Bukele était en ville. D’anciens membres du corps diplomatique, des membres de la diaspora et quelques journalistes ont essayé de confirmer la nouvelle cette nuit-là. Un voyage non officiel et sans préavis dans la capitale états-unienne soulevait des doutes.

Le lendemain, vendredi 5 février, on apprend que Bukele a rencontré dans la matinée le secrétaire général de l’Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro. Lui aussi est mis en cause pour ne pas s’être prononcé sur les accusations d’atteintes aux droits humains visant le président salvadorien, sur les comportements dictatoriaux adoptés pendant la pandémie de Covid-19 au Salvador lorsque des centaines de personnes entrant dans le pays ont été enfermées pendant des semaines au prétexte qu’il fallait les mettre en observation ou que la police et les militaires ont été autorisé à effectuer des arrestations et à user de la force contre quiconque ne suivrait pas leurs directives.

Almagro, qui a clairement montré un biais droitier à la tête de l’organisme [2], ne s’est pas non plus prononcé sur l’incursion de l’armée dans l’Assemblée législative organisée et conduite par Bukele ; en revanche, il a chargé une commission de contrôler les élections quelques jours après que Bukele a dénoncé, sans preuves, une supposée tentative de « coup d’État » à son encontre et une supposée fraude électorale [3], même dans son discours, des mois avant les élections.

Le lundi 8, l’agence de presse AP a confirmé le voyage de Bukele à Washington et confirmé également que des fonctionnaires de l’administration Biden avaient refusé de le rencontrer. Lors d’une entrevue sur la chaîne 33, l’ex-conseiller du président Barack Obama, Dan Restrepo, est allé dans le même sens concernant le projet de visite et le refus des États-Unis de recevoir Bukele.

« Tout le monde vous dira ici à Washington qu’il a bien sollicité ces rencontres et qu’aucune ne lui a été accordée. Je le sais de première main », a indiqué Restrepo lors d’un appel vidéo diffusé sur la chaîne 33 du Salvador.

L’ex-conseillé a ajouté que le message adressé par l’administration Biden au président Bukele est sans ambiguïté : « Il est assez clair… que ceux qui respectent les principes démocratiques, de l’État de droit, seront étroitement associés aux États-Unis et que nos relations seront plus compliquées avec ceux qui dérogent à ces principes ».

Selon ce qui se dit à Washington, les agences qui ont refusé de rencontrer Bukele sont le Bureau des affaires de l'hémisphère occidental, dirigé par la sous-secrétaire Kimberly Breier, et le Bureau du directeur des affaires de l'hémisphère occidental, Juan González, chargé pour le moment de la politique de l'administration Biden à l'égard de l'Amérique latine.

## Réunion avec Almagro

Par ailleurs, la seule rencontre consentie à Bukele, par le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a été confirmée le 8 février par la chancelière salvadorienne, Alejandra Hill, à AP. Sans plus de détails, la fonctionnaire a déclaré qu'il s'agissait d'un voyage « de courte durée et privé » ; toutefois, Bukele, au milieu de critiques et de railleries, a commencé par nier l'existence d'un tel voyage [4]. Ensuite, il a nié avoir tenté ou sollicité une rencontre avec des fonctionnaires de l'administration Biden [5]. Pour finir, il a fustigé les médias qui ont rendu compte de la visite avortée [6].

« On ne peut pas faire confiance aux médias internationaux. AP, par exemple, a dit que j'étais allé aux États-Unis pour demander à rencontrer le président Biden et qu'on m'avait opposé un refus. C'est faux… Avec toute la désinformation qui existe au niveau mondial, je crois qu'il est important que vous diffusiez ce genre d'information », a déclaré le président salvadorien à plusieurs membres de la représentation diplomatique, que le même Bukele avait convoqués pour démentir l'existence d'un tel voyage.

Le Programme des Amériques s'est procuré le registre officiel du Service de l'immigration et des douanes (USCIS), qui corrobore l'entrée de Bukele à Washington le 3 février et son départ du même endroit le 5 février. Bukele n'a jamais admis l'existence de ce voyage, et la chancelière Hill a parlé d'un voyage « de courte durée et privé [7] ».

Bien que l'agence de presse de l'OEA ait indiqué qu'elle « ne possédait pas d'informations » au sujet de la réunion, des sources proches de l'organisation ont confirmé au Programme des Amériques et à la presse écrite que le président salvadorien avait bien rencontré Almagro le vendredi [8].

Almagro est resté silencieux lorsque l'administration Trump a mis en œuvre sa politique anti-immigration. Bukele, quant à lui, a accepté sans réserve cette politique, et alors même que le Salvador ne bénéficie pas des conditions de sécurité nécessaires pour protéger ses ressortissants, il a signé l'Accord sur le pays tiers sûr, qui a permis aux États-Unis d'expédier en Amérique centrale les immigrants qu'ils rejetaient.

Selon les sources ayant confirmé l'existence d'une rencontre entre Bukele y Almagro, et qui ont voulu conserver l'anonymat, le président salvadorien a demandé le soutien du secrétaire de l'OEA en vue des élections législatives et municipales devant se tenir au Salvador le 28 février.

Si l'on en croit les mêmes sources proches de l'OEA qui ont confirmé la rencontre, Bukele aurait directement informé le secrétaire général du refus du gouvernement salvadorien de soutenir la candidature de Celia Medrano au secrétariat de la CIDH.

Bien que le titulaire de ce poste soit élu par un conseil de l'OEA, auquel le secrétaire général ne participe pas, chaque candidat doit obtenir l'appui du gouvernement de son pays pour gagner des points et être élu. Au lieu de soutenir Medrano, Bukele, a diffusé plusieurs tweets pour discréditer et mettre en doute le long parcours de la journaliste et militante reconnue des droits humains, avant de critiquer les plaintes et les soupçons de corruption et d'impunité à l'encontre de son gouvernement.

Medrano a indiqué en outre que, à l'image de l'ex-président Trump aux États-Unis, Bukele affiche « des façons de gouverner à caractère autoritaire et populiste » et que, si l'on compare les deux administrations, on peut « comprendre ce qui se passe et le risque d'une certaine permissivité ou tolérance » de la part de la communauté internationale. Cette déclaration n'a pas été bien reçue par le président salvadorien.

Concernant une possible influence négative découlant de la position de Bukele contre sa candidature à la CIDH, Medrano a dit espérer que le processus de sélection arrive à son terme et que la nomination du

prochain secrétaire s'effectue en fonction de « l'aptitude » et du profil de chaque candidat, et non en fonction d'objections extérieures.

« Je sais parfaitement que, dans le contexte de l'Organisation des États américains, une objection émise par un chef d'État a un pouvoir de veto ; mais je suis fondée à exiger que la décision soit prise sur la base d'une analyse des qualités et aptitudes. Toutefois, quel que soit le résultat, je ne cesserai de poursuivre mon œuvre de défense des droits humains », a-t-elle déclaré au Programme des Amériques.

À la fin de l'an passé, la nouvelle a filtré que Bukele a versé 780 000 $ à un groupe de lobbyistes de Washington [9] pour redorer son image entachée par les critiques et les accusations d'atteintes aux droits humains et à la démocratie salvadorienne.

Curieusement, après la réunion de Washington et pendant que Bukele, ses fonctionnaires et les candidats de son parti Nuevas Ideas laissaient courir le bruit d'une supposée fraude électorale, Almagro a dépêché une mission spéciale de l'OEA pour évaluer la tension politique dans le pays. Le groupe a écarté la thèse d'une fraude diffusée par Bukele et ses alliés, et souligné que les élections législatives se sont déroulées dans un climat de polarisation [10] où les lois n'ont pas été respectées.

« Le secrétariat général de l'OEA accepte la demande de la République du Salvador de dépêcher une mission spéciale dans le but d'évaluer la situation politique et institutionnelle et de contribuer à la préservation et la consolidation de l'État de droit », a déclaré le secrétaire dans un communiqué officiel adressé au Salvador.

## Changement dans la politique des États-Unis

Depuis septembre 2020, plusieurs sénateurs et députés états-uniens ont manifesté leur préoccupation face à « l'hostilité croissante » exprimée et encouragée par le gouvernement salvadorien et par Bukele lui-même. Depuis lors, plusieurs sénateurs démocrates et républicains [11] ont adressé quatre courriers au président salvadorien pour lui faire part de leur préoccupation.

Après le triomphe du président Joe Biden, on a parlé d'un changement radical dans la posture de l'administration états-unienne à l'égard de la gestion de Bukele. Et cela, a déclaré l'ex-conseiller d'Obama, Dan Restrepo, n'est pas non plus sans rapport avec le refus des fonctionnaires de l'administration Biden de recevoir le président salvadorien alors que la transition aux États-Unis n'est pas encore terminée.

Mari Carmen Aponte, qui a exercé la fonction d'ambassadrice au Salvador entre 2012 et 2015, a averti que la passivité affichée par la Maison blanche sous le mandat de Trump ne sera pas maintenue et que l'administration Biden va adresser des messages non seulement au gouvernement salvadorien mais à tous les gouvernements qui attentent à la démocratie.

« Nayib Bukele devrait penser que les choses peuvent changer aux États-Unis et que l'administration Biden ne restera pas aussi passive… Des messages clairs et forts seront envoyés aux gouvernements pour qu'ils remédient à la corruption et aux situations qui minent la démocratie », a affirmé Aponte sur la chaîne 33.

Après l'occupation militaire de l'Assemblée législative, « l'alarme a été donnée » à Washington. Plusieurs députés démocrates, dont Norma Torres [12], Jim McGovern [13] et George Meeks, ont été les premiers à signaler que le Salvador fait face à un affaiblissement de la démocratie et à l'absence de lutte contre la corruption.

La députée a indiqué [14] que dans les « conditions » que vit actuellement le Salvador, conditions provoquées par le gouvernement de Bukele, une coopération est difficilement envisageable car il n'existe aucune garantie de lutte contre la corruption.

Or le combat contre la corruption dans la région du Triangle du Nord constitue l'un des piliers de la politique internationale que mènera l'administration Biden au Guatemala, au Honduras et au Salvador

dans le cadre des moyens utilisés pour s'attaquer aux causes des migrations venues d'Amérique centrale.

---

**- Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3034.**
- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
- Source (espagnol) : Programme des Amériques, 12 mars 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] https://www.dw.com/es/denuncian-grave-deterioro-de-libertad-de-prensa-en-el-salvador/a-55098910.

[2] https://elpais.com/internacional/2020-03-21/luis-almagro-un-controvertido-camaleon-politico-al-frente-de-la-oea.html.

[3] https://www.efe.com/efe/america/politica/bukele-atiza-una-narrativa-de-fraude-para-las-elecciones-2021-en-el-salvador/20000035-4400532.

[4] https://www.univision.com/noticias/america-latina/bukele-viaja-washington-sin-avisar-rechazo-casa-blanca.

[5] https://www.youtube.com/watch?v=QsBjfflAOS8

[6] https://www.dw.com/es/nayib-bukele-no-podemos-confiar-en-los-medios-internacionales/a-56543156.

[7] https://elfaro.net/es/202102/el_salvador/25243/El-viaje-express-de-Bukele-deteriora-aún-más-su-imagen-en-Washington.htm.

[8] https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Bukele-sostuvo-reunion-con-secretario-de-la-OEA-en-Washington-DC-20210209-0021.html.

[9] https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Gobierno-de-Bukele-contrata-por-780-mil-otra-firma-de-lobbistas-en-Washington-20201118-0055.html.

[10] https://www.france24.com/es/minuto-a-minuto/20210304-oea-detectó-polarización-e-irrespeto-de-leyes-en-comicios-de-el-salvador

[11] http://diario1.com/politica/2021/02/congresistas-eeuuu-envian-nuevamente-carta-a-bukele-con-reclamos/.

[12] https://www.elsalvador.com/noticias/internacional/congresista-norma-torres-celebra-ningun-funcionario-biden-recibiera-nayib-bukele/804461/2021/

[13] https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Por-el-bienestar-de-El-Salvador-el-presidente-Bukele-necesita-respetar-las-normas-20200915-0095.html

[14] https://www.laprensagrafica.com/departamento15/Entrevista--Queremos-la-contabilidad-de-lo-que-estan-haciendo-con-el-dinero-que-estamos-mandando-a-El-Salvador-20201118-0109.html.